

Questions orales

LES FINANCES

LES PRÊTS BANCAIRES AUX ENTREPRISES À L'ÉTRANGER—LES MESURES ENVISAGÉES EU ÉGARD À LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances je poserai ma question au premier ministre. Étant donné que les prêts consentis par les banques à charte canadiennes pour aider les entreprises à l'étranger dépassent maintenant un milliard et quart de dollars en monnaie canadienne, et que ce chiffre s'est accru de 13 p. 100 au cours de la semaine écoulée, quelles mesures entend prendre le gouvernement pour renverser cette tendance qui est une des causes de la hausse sans précédent de nos taux d'intérêt?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Ces statistiques sont fascinantes. Je vais m'assurer qu'elles seront soumises à l'attention du ministère des Finances.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question au premier ministre. Puisque les taux de l'intérêt hypothécaire au Canada dépassent maintenant 10 p. 100 comparativement à 8 p. 100 aux États-Unis, dois-je déduire des propos du premier ministre que le gouvernement ne s'est pas entendu avec les banques canadiennes pour enrayer cet exode de nos capitaux.

M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur. Si le député l'entend ainsi, il est dans l'erreur.

M. l'Orateur: La parole est au député d'Oshawa-Whitby. A l'ordre, je vous prie. J'accorderai de nouveau la parole au député de York-Simcoe, mais je me demande si nous devrions permettre deux ou trois questions supplémentaires sur le même sujet. Je pense que les députés devraient être prêts dans la mesure du possible à collaborer entre eux pour poser leurs questions et les questions supplémentaires. Ils devraient peut-être s'en tenir à cela. Le député désire poser une troisième question supplémentaire; après cela, je donnerai la parole au député d'Oshawa-Whitby et au député de Joliette.

M. Stevens: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Étant donné que le ministre des Finances a déclaré le 14 septembre que les banques avaient accepté d'octroyer des fonds hypothécaires à leur taux d'emprunt, le premier ministre pourrait-il nous indiquer quel montant de ces fonds les banques ont accepté de prêter?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne peux que prendre note de la question. Elle est de nature statistique. Je peux assurer le député que nous chercherons la réponse.

* * *

L'INDUSTRIE

LES MAJORATIONS DE PRIX ANNONCÉES PAR FORD DU CANADA—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que le ministre a assuré la Chambre en mars 1973 qu'il y aura une réduction sensible de l'écart des prix des voitures de 1974—il a fait cette affirmation à la suite de ce que lui avait dit le directeur de Ford et d'autres fabricants—je demande au ministre, puisqu'on a révélé aujourd'hui que l'augmentation du prix des voitures Ford au Canada dépassera celle qui sera imposée aux États-Unis, si le directeur de cette

[M. Whelan.]

société l'en avait informé? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-il prises à la suite de cette communication?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la compagnie Ford s'était déjà mise en rapport avec mon ministère. Elle nous a avisé que le prix des voitures augmenterait en moyenne de \$139 au Canada, à savoir \$68 pour l'équipement nécessaire et \$71 pour les accessoires devenus réglementaires. L'augmentation concernant l'équipement obligatoire est légèrement inférieure à celle des États-Unis et résulte de la différence entre les lois sur la sécurité dans les deux pays.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, étant donné que la réponse élude entièrement la question et que les recommandations faites par le ministre aux compagnies sont demeurées vaines, le ministre envisagerait-il de supprimer le droit de douane de 15 p. 100 que les consommateurs canadiens doivent payer actuellement s'ils achètent des voitures aux États-Unis, afin de susciter une certaine concurrence dans cette industrie au Canada?

● (1150)

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, si le député possède d'autres preuves démontrant que ce qui m'a été dit par les sociétés n'est pas vrai, je le prierais de les divulguer et de me les donner.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN PORT POUR PÉTROLIERS GÉANTS SUR LE SAINT-LAURENT—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Étant donné qu'il rencontrait son homologue québécois à Ottawa la semaine dernière, le ministre peut-il dire si, lors de ces consultations, on a parlé du projet québécois de construire un port pour pétroliers géants? Dans l'affirmative, j'aimerais savoir si le ministère ou le gouvernement favorise la réalisation d'un tel projet?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Oui, monsieur l'Orateur, nous avons discuté en termes très généraux d'un tel projet. A la suite de cette rencontre, les fonctionnaires du ministère rencontreront leurs homologues du Québec pour discuter des plans du Québec relativement à ce projet et, après cela, je pourrai dire plus clairement à la Chambre notre opinion sur ce projet.

EFFETS DU PROJET D'OLÉODUC TORONTO-MONTRÉAL SUR LES PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS AU QUÉBEC

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, j'aimerais demander à l'honorable ministre, estimant que le projet de construction d'un pipe-line de l'Ouest à l'Est du pays pourrait être réalisé, si cela pourrait garantir aux Québécois d'obtenir leurs produits au même prix que ceux qu'ils obtiennent présentement de l'extérieur du Canada.